

4 novembre 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de M. Jacques Chirac, Président de la République, et M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur l'action militaire des Etats-Unis en Afghanistan, la situation en Afghanistan et au Proche-Orient et la participation militaire française, Londres le 4 novembre 2001.

LE PRESIDENT - Avant mon prochain voyage mardi à Washington, nous avons pu faire le point de la réflexion européenne sur l'ensemble des problèmes liés à la lutte contre le terrorisme. Nous avons bien entendu réaffirmé notre solidarité avec les Américains, tout en ayant conscience que l'action militaire, indispensable, n'est pas la seule pour lutter contre le terrorisme international et que nous devons renforcer les moyens de la solution politique qui doit être trouvée pour organiser l'Afghanistan, d'abord de façon provisoire, puis de façon définitive, sur le plan politique et aussi sur le problème humanitaire qui nous préoccupe tous énormément, notamment les autorités françaises, car nous voyons bien que la situation non seulement des réfugiés mais également plus généralement sur l'ensemble de la population afghane devient extraordinairement critique sur le plan humanitaire. Nous devons, là aussi, avec les Américains faire un effort d'organisation pour répondre aux exigences de cette situation.

Enfin, nous avons été unanimes à évoquer l'impérieuse nécessité de trouver une solution à l'actuel problème du Moyen-Orient. Il n'est évidemment pas vrai de dire que la crise du Moyen-Orient alimente le terrorisme international, c'est une imposture que de le prétendre, mais ce qui est vrai en revanche c'est qu'elle le facilite et qu'elle crée une situation qui, au total, est favorable aux extrémistes et aux fondamentalistes musulmans, notamment à l'organisation de Ben Laden.

Et donc nous sommes unanimes à penser que seul le retour des deux partenaires autour de la table des négociations, ainsi qu'une reprise du processus de paix et, dans les délais les plus brefs possibles, l'instauration d'un état palestinien qui soit à la fois pacifique et respectueux, naturellement, des droits et des libertés et de la sécurité de l'état d'Israël est une impérieuse nécessité. Voilà ce que nous avons évoqué, le Premier ministre et moi.

QUESTION - : (Sur la participation militaire française)

LE PRESIDENT - Nous avons dit très clairement et, encore tout récemment, le Premier ministre devant les Présidents de groupes au Parlement et aussi au Parlement d'ailleurs, quelle était la contribution française à l'effort de guerre américain. Nous n'avons rien de plus sur ce point à ajouter, les choses étant ce qu'elles sont.

QUESTION - M. le Président est-ce qu'une intervention terrestre imminente est envisagée?

LE PRESIDENT - Je viens de vous répondre que nous n'avons rien à ajouter, les choses étant ce qu'elles sont. Je vous remercie.

QUESTION - (au Premier ministre)

LE PREMIER MINISTRE - Ce qu'a dit le Président résume tout à fait ce qu'ont été nos échanges ce soir.